

UNE POLITIQUE UNIQUE PEUT-ELLE RETENIR LA POPULATION A LA CAMPAGNE?

PATRICK GUBRY

RESUME

Une enquête démographique a été menée au Cameroun sur les problèmes d'exode rural en 1982-83, dans deux zones rurales à forte pression démographique, mais à comportement migratoire très différent: émigration récente dans la première zone, mais à fort potentiel d'accroissement du phénomène, émigration ancienne et intense dans la seconde. La raison est à rechercher dans une intégration beaucoup plus ancienne dans l'économie de marché de la deuxième zone.

Parmi les questions posées lors de l'enquête on a demandé quelles mesures devraient être prises par les pouvoirs publics pour freiner les départs des jeunes pour la ville. L'analyse des réponses montre des différences importantes entre les deux zones et permet de tirer deux types de conclusions:

- Le modèle le plus connu pour expliquer l'émigration rurale (TODARO), qui prend en compte l'espérance supplémentaire de gain en ville, y compris la probabilité d'y trouver un emploi, ne couvre probablement qu'une petite partie des facteurs d'émigration.

- Ce modèle s'applique relativement bien à une zone bien intégrée au marché, mais assez peu à une zone "retardée" et isolée.

Ces conclusions militent pour une modulation des politiques migratoires et en tout cas pour la prise en compte de l'ensemble des problèmes du développement rural dans l'élaboration de ces politiques, sans pour autant qu'un effet quantifiable sur les déplacements de population puisse être automatiquement programmé.

**MOTS-CLES: MIGRATION, PRESSION DEMOGRAPHIQUE, DEVELOPPEMENT
RURAL, POLITIQUE MIGRATOIRE, CAMEROUN**

SUMMARY

[Can the population be kept in the rural areas by a single policy ?]

A demographic survey was held in 1982-83 in Cameroun concerning the problems caused by rural emigration, in two densely populated rural areas having different migratory patterns: a recent emigration which is bound to increase in the first area and an intense emigration of long standing in the second one. The reason is to be looked for in fact that the second area has been integrated earlier in the market economy.

In the survey people were asked, among other questions, what types of measures should be taken by the public authorities to restrain the departures of young people to the urban areas. The analysis of the answer shows great differences between the two areas and takes us to draw two types of conclusions :

- The most well known model to explain rural emigration (TODARO), takes into account the hope of earning more in the town, and the probability of finding a job there. Actually, it probably covers only some of the factors of emigration.

- This model applies quite well to an area well integrated to the market, but poorly to a "backward" and isolated area.

These conclusions lead us to think of the necessity of a modulation of the migration policies and, at least, reminds us that all the problems linked to rural development must be taken into account in the elaboration of these policies, without knowing in advance or being able to program the quantifiable effects such a policy could have.

KEY-WORDS : MIGRATION, POPULATION PRESSURE, RURAL DEVELOPMENT, MIGRATION POLICY, CAMEROUN.

1. PRESENTATION²

La lutte contre l'exode rural et ses conséquences est une des priorités les plus constamment affichées en matière de politique démographique par le gouvernement camerounais, à l'instar de nombreux autres pays africains. Le phénomène de peuplement des villes au détriment des campagnes apparaît comme un processus largement inéluctable, que peu de gouvernements au monde ont jusqu'à présent tenté d'arrêter. Ce n'est d'ailleurs pas la nature du phénomène en lui-même qui le rend "néfaste", mais bien son amplitude et sa rapidité, qui sont telles que ses conséquences sont difficiles à maîtriser, surtout au niveau des grandes villes.

Les études réalisées dans ce domaine font cependant ressortir la possibilité de deux types de politiques, tout à fait complémentaires, pour limiter les conséquences de l'exode rural: les politiques de rétention de la population en milieu rural, destinées à freiner l'émigration et les politiques de "canalisation" des courants migratoires en direction des pôles secondaires. Les premières sont liées au développement rural, sans que l'on puisse pour autant mesurer l'effet précis de telle ou telle mesure sur la migration ; les secondes sont liées au développement des centres urbains secondaires et à l'aménagement du territoire.

Au Cameroun, les problèmes rattachés à l'exode rural sont d'une acuité particulière pour deux raisons opposées. La première de ces raisons est que le phénomène vient seulement de se déclencher dans certaines régions parmi les plus peuplées du pays et qu'il est donc susceptible de prendre encore de l'ampleur dans un proche avenir, hypothéquant gravement les politiques de développement³. La seconde raison est qu'à l'opposé, des régions très densément peuplées dans le passé, relativement proches des grands centres urbains, sont actuellement déjà largement dépeuplées par l'émigration, avec toutes les conséquences de cette situation, aussi bien sur le milieu de départ que sur les zones d'arrivée.

(2) La présentation reprend en partie le contenu de deux études précédentes, auxquelles on se référera pour avoir des informations plus détaillées : GUBRY (Patrick), 1988, Rétention de la population et développement en milieu rural : A l'écoute des paysans maïa des monts Mandara (Cameroun). Quatrième colloque Méga-Tchad (CNRS, ORSTOM), Paris (14-16 septembre 1988). Paris : CEPED. Centre français sur la Population et le Développement 24p (Les Dossiers du CEPED, n° 5). GUBRY (Patrick), 1989, Rétention de la population et développement en milieu rural : les paysans bamilé de l'Ouest du Cameroun. Communication au XXIème Congrès International de la Population (UIESP), New-Delhi (20-27 septembre 1989), 21 p.

(3) BARBIER (Jean-Claude), COURADE (Georges), GUBRY (Patrick), 1978, L'exode rural au Cameroun. Yaoundé : ONAREST, 113 p. multigr. (Travaux et Documents de l'ISH, n° 11). Nouv. Réf. : Cahiers ORSTOM, Sér. Sci. Hum. (Paris), vol. XVII, n° 1, 1981-82, pp. 107-147.

Compte-tenu de cette situation, le Centre de Recherches Economiques et Démographiques (CRED) a décidé d'une part d'analyser le phénomène de l'exode rural sous l'angle des zones de départ, c'est-à-dire celui des politiques de rétention de la population, d'autre part de prendre en compte les zones conservant un fort potentiel d'émigration. Cela a été l'objet de l'Enquête sur la Pression Démographique et l'exode rural (EPD).

2. L'ENQUETE SUR LA PRESSION DEMOGRAPHIQUE DANS LE NORD ET L'OUEST DU CAMEROUN

L'Enquête sur la Pression Démographique et l'exode rural dans le Nord et l'Ouest du Cameroun est une enquête démographique à passages répétés, à deux passages à intervalle annuel, menée sur le terrain en 1982 et 1983 sur un échantillon d'environ 38.000 personnes. Deux régions d'enquête ont été choisies : le département du Mayo-Tsanaga (monts Mandara, province de l'Extrême-Nord) et le département du Ndé (pays bamiléké, province de l'Ouest). La raison de ce choix a surtout été la forte pression démographique qui règne dans chacune de ces régions avec un comportement migratoire très différent : émigration encore balbutiante dans la première, exode rural très ancien et dépeuplement avancé dans la seconde.

L'EPD est une enquête à objectifs multiples. Les plus importants d'entre eux concernent l'analyse du phénomène de l'exode rural et de ses causes, afin de formuler des propositions à l'intention des pouvoirs publics pour une politique destinée à freiner le phénomène.

Trois types principaux de questionnaires ont été mis en oeuvre : le questionnaire-ménage, le questionnaires-descendants et le questionnaire socio-économique. Le premier est destiné à faire le recensement des membres de chaque ménage et de leur évolution au cours de la période d'enquête ; le second, destiné aux pères, relève des caractéristiques de leurs enfants émigrés ; le troisième est administré à un sous-échantillon au 1/10^e des chefs de ménage et est destiné à évaluer les activités économiques, le budget et le niveau de vie de la population. Il se termine par une "question ouverte", que nous analysons ici, consistant en une "appréciation générale" sur les mesures à prendre pour freiner l'émigration du village.

Cette appréciation générale a été formulée de la manière suivante sur le questionnaire : "Comme vous le savez, beaucoup de jeunes continuent à quitter le village pour aller vivre à l'extérieur. A votre avis, que pourraient faire les autorités pour inciter les jeunes à rester en plus grand nombre ? (Enumérez les différentes actions proposées)".

Dans le manuel des enquêteurs, la question a été explicitée sous une forme un peu différente :

"Question 7.

Cette question vise à recueillir l'opinion générale du chef de ménage sur les actions des Pouvoirs Publics visant à freiner l'exode rural. Demandez : "A votre avis, que pourraient faire les autorités pour inciter les jeunes à rester en plus grand nombre dans votre village ?" Inscrivez littéralement la réponse du chef de ménage".

On remarquera qu'aucune allusion n'a été faite quant à un éventuel départ pour la ville, car l'émigration peut aussi se faire à destination du milieu rural, ce qui a les mêmes conséquences que l'exode rural proprement dit pour le milieu de départ.

405 chefs de ménage (dont 96 % d'hommes) ont été ainsi interrogés au Nord et 342 chefs de ménage (dont 68 % d'hommes) à l'Ouest.

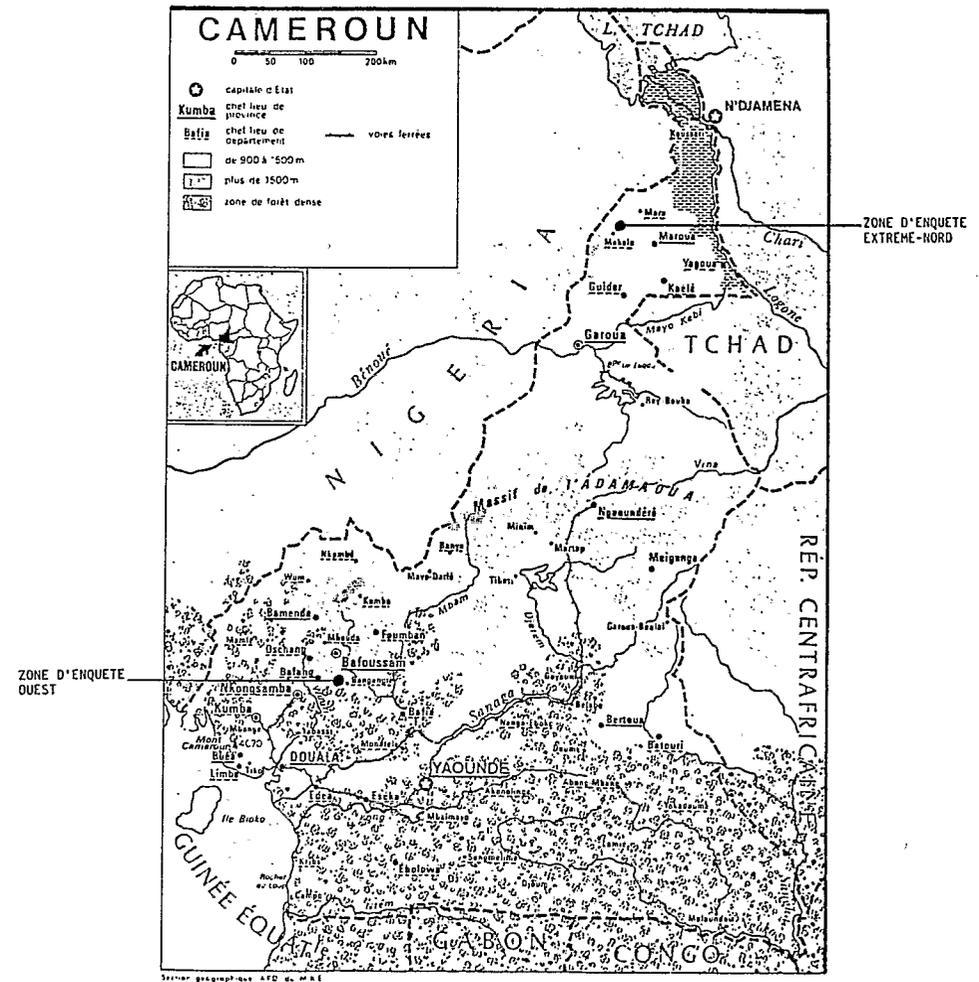
Avant d'examiner les réponses apportées à la question dans les deux zones, il importe de connaître leurs principales différences géographiques.

3. - LES ZONES D'ENQUETE

Les principales caractéristiques géographiques des deux zones d'enquête sont résumées dans le tableau ci-dessous (carte page suivante) :

ZONE NORD	ZONE OUEST
Massifs de Djingliya, d'Oulad, de Gouzda, de Madakoua, de Biguide, de Montskar (canton de Koza, arrondissement de Koza), d'Oupaï (canton de Mostkota, arrondissement de Koza), de Ziver (canton Matakam Sud, arrondissement de Mokolo)	Chefferies de Bakong, de Balengou, de Bazou (arrondissement de Bazou) de Bamena, de Batchingou (arrondissement de Bangangté)
Zone de 88 Km ² entre 10°46 et 10°56 de latitude N, 13°45 et 13°51 de longitude E	Zone de 247 Km ² entre 4°99 et 5°12 de latitude N, 10°22 et 10°31 de longitude E.
Monts Mandara, altitude de 500 m à 1494 m	Versant méridional du plateau bamiléké, altitude de 960 m à 1924 m
Climat soudano-sahélien d'altitude, 900 mm de pluie sur 5 mois (mai à octobre)	Climat soudano-guinéen d'altitude 1700 mm de pluie sur 7 mois (mars à octobre)
Sols ferrugineux tropicaux (régosoliques) fertilité faible à moyenne, rendue bonne par les méthodes de culture	Sols ferrallitiques rouges sur granites, embréchites ou basaltes, fertilité faible à bonne rendue excellente par les méthodes de culture.
Densité de 214 habitants au Km ² Population mafa	Densité de 72 habitants au Km ² Population bamiléké
Agriculture intensive (sorgho), dont les produits sont très peu commercialisés (accessoirement arachide et coton), système d'autoconsommation.	Agriculture intensive (maïs, taro, macabo, banane plantain...), commercialisation du café arabica et robuste et des produits vivriers à destination des marchés urbains.
Infrastructures modernes inexistantes	Infrastructures modernes de niveau moyen.
Taux de scolarisation 6-14 ans de l'ordre de 12 %	Taux de scolarisation 6-14 ans de l'ordre de 90 %
Forte fécondité et forte mortalité, conditions sanitaires mauvaises.	Forte fécondité et faible mortalité, conditions sanitaires relativement bonnes.
Revenus monétaires inexistantes à très faibles.	Revenus monétaires moyens
Faible intégration à l'économie de marché, les deux grandes métropoles attractives du Sud du pays (Yaoundé et Douala) sont distantes de 1500 Km	Forte intégration à l'économie de marché, les deux grandes métropole du pays sont éloignés de moins de 300 Km.
Emigration définitive récente et rare, développement de l'émigration saisonnière des jeunes vers les villes du Nigéria du Nord en saison sèche.	Emigration définitive ancienne et très forte en direction des grandes villes du pays (la moitié de la moitié de la population originaire vit à l'extérieur).

CARTE DE SITUATION DES ZONES D'ENQUETE



La première idée qui se dégage de ce panorama contrasté relève d'une certaine contradiction : la zone Nord, où les conditions de vie apparaissent comme les plus difficiles, où les raisons d'émigrer seraient les plus nombreuses, est celle qui connaît en réalité le moins d'émigrants. Plusieurs facteurs entrent ici en ligne de compte :

- Relatif isolement vis-à-vis du monde extérieur et de ses idées, lié à l'histoire mouvementée de l'extrême-nord du Cameroun, qui a développé un "sentiment d'assiégés" chez de nombreuses populations, mais lié aussi à la géographie et à l'éloignement de la côte, qui est la cause ici de l'arrivée tardive des Européens.

- Faible scolarisation, dont on sait qu'elle est un des moteurs de l'exode rural.

- Fort maintien des traditions et de la cohésion sociale, lié lui-même aux facteurs précédents et dont la rupture est souvent aussi cause d'émigration rurale.

- Absence quasi-totale de culture commerciale : ce facteur, bien qu'ambivalent (il entraîne aussi une absence de revenus), met la zone relativement à l'abri des fluctuations des cours mondiaux des produits agricoles.

- Eloignement des grandes métropoles "attractives" du pays, que sont les villes de Yaoundé et de Douala...

Devant une situation aussi contrastée, il est légitime de se demander si les motivations des migrants et, partant, si les politiques destinées à freiner l'émigration peuvent être identiques dans les deux zones. Nous traitons ici du second aspect de cette question à travers l'étude des actions préconisées pour freiner l'exode rural.

4. - LES ACTIONS PRECONISEES POUR FREINER L'EXODE RURAL

L'objectif de la "question ouverte" posée aux chefs de ménage des deux zones d'enquête est de saisir l'opinion qu'ont les personnes restées au village sur le départ de leurs enfants à travers l'idée qu'elles se font des mesures qui pourraient freiner ce mouvement. Cette approche a une double originalité.

D'une part, on a des chances de saisir les conditions de vie réelles qui prévalent concrètement dans les zones de départ et en tout cas l'opinion que les intéressés s'en font : c'est justement cette opinion qui est susceptible de provoquer ou non des départs ultérieurs. Il faut ici constater, qu'à l'opposé, la grande majorité des enquêtes-migration s'attache aux zones d'arrivée où l'on interroge les migrants eux-mêmes. Si l'on a ainsi plus de chance de connaître les raisons réelles de leur départ, les conditions qui ont provoqué celui-ci ont pu depuis lors évoluer sensiblement dans leur village d'origine. Par ailleurs, il faut garder à l'esprit que les raisons invoquées par un migrant pour son départ ne sont plus forcément celles qui

l'incitent à demeurer en ville. En réalité, les deux approches sont complémentaires.

D'autre part, la nécessité de tenir compte de l'opinion des principaux intéressés peut paraître évidente. Mais force est de constater la rareté, voire l'inexistence des enquêtes d'opinion en Afrique en général et plus particulièrement dans les milieux les moins scolarisés. C'est donc cette approche qui est tentée ici, avec toutes les nuances qu'il conviendra de mettre dans l'interprétation des résultats.

Le tableau 1 donne la répartition des actions proposées rapportées aux chefs de ménage interrogés pour chacune des deux zones d'enquête et le rang de l'action proposée.

TABLEAU 1 : Actions proposées aux Pouvoirs Publics par les chefs de ménage dans chacune des zones d'enquête pour 100 chefs de ménage interrogés.

ACTION	%	NORD		OUEST	
		Rang	%	Rang	%
Aménagements hydrauliques	55,1	1	2,9	13	
Infrastructures sanitaires	45,2	2	7,0	11	
Emplois	32,1	3	54,1	1	
Infrastructures scolaires	29,9	4	29,5	2	
Infrastructures de transport	22,5	5	5,6	12	
Aide alimentaire	13,1	6	0,0	-	
Mesures financières	10,6	7	7,6	8	
Fin de "l'oppression"	9,9	8	7,6	9	
Développement agricole	6,7	9	9,4	6	
Réduction des impôts	5,4	10	18,1	3	
Création d'un marché	4,2	11	1,5	17	
Electrification	4,0	12	2,3	15	
Mesures autoritaires	3,2	13	2,0	16	
Accès à la terre	2,5	14	14,6	4	
Aide vestimentaire	2,2	15	0,0	-	
Développement des loisirs	1,7	16	11,1	5	
"Amélioration" du village	1,5	17	7,6	10	
Campagne de sensibilisation	0,0	-	8,2	7	
Soutien au mariage	0,0	-	2,9	14	
Création d'associations	0,0	-	0,9	18	
Divers	1,5	18	0,9	19	
Ne veut rien dire	0,0	-	0,6	s.o	
Ne sait pas	0,5	s.o	11,4	s.o	

s.o : sans objet.

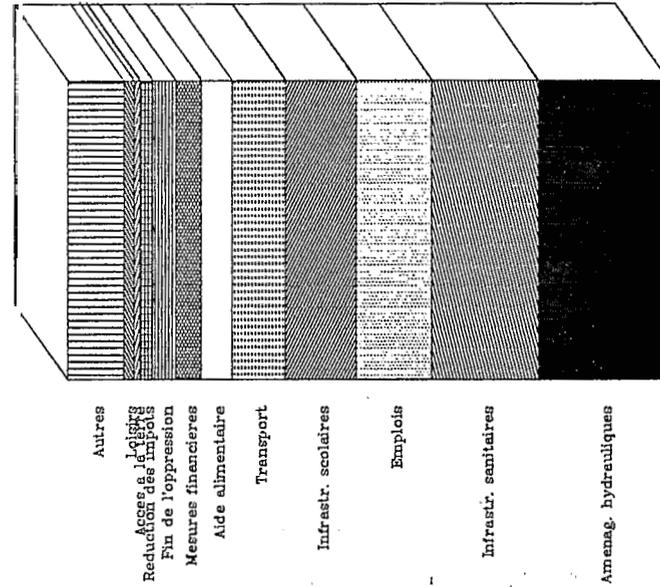
(4) Chiffres bruts en annexe. Le lecteur est invité à se reporter aux études citées pour une analyse détaillée de chacune des deux zones séparément et notamment pour les citations les plus caractéristiques relevés sur le terrain.

Ce tableau est résumé dans le graphique de la page ci-après qui ne retient que douze catégories faisant ressortir les actions les plus fréquemment citées dans l'une ou l'autre région (on arrive ainsi à un chiffre minimum de 9,9 % des chefs de ménage dans une des zones pour une des catégories). La "zone Nord" (province de l'Extrême-Nord ou EN) est représentée en noir et la "zone Ouest" (province de l'Ouest ou OU) avec des hachures.

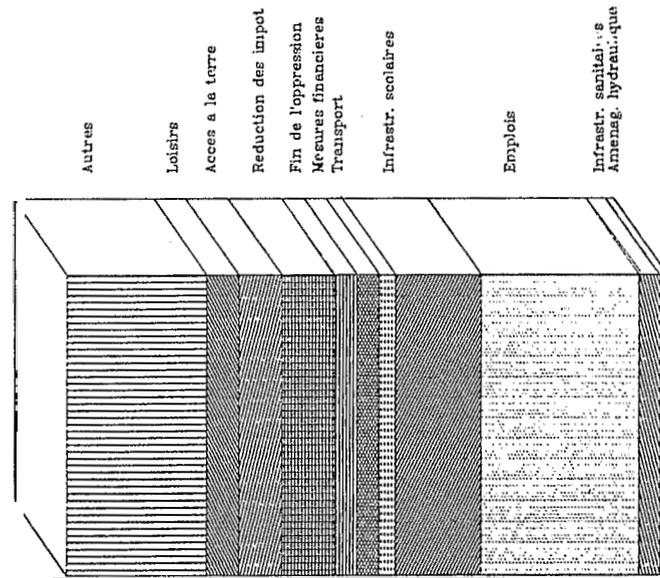
Les mêmes actions proposées sont représentées dans les deux graphiques suivants, mais rapportées au total des actions proposées (total égal à 100).

Les résultats apparaissent totalement différents, comme on commençait à s'y attendre au vue de la situation socio-économique concrète des deux zones. Les cinq actions les plus sollicitées sont, dans la zone Nord, les aménagements hydrauliques (par 55 % des chefs de ménage interrogés), les infrastructures sanitaires (45 %), les emplois (32 %), les infrastructures scolaires (30 %) et les infrastructures de transport (23 %) ; dans la zone Ouest, les emplois (55 %), les infrastructures scolaires (30 %), la réduction des impôts (18 %), l'accès à la terre (15 %) et le développement des loisirs (11 %).

ACTIONS PROPOSEES
(en % du total des actions proposees)



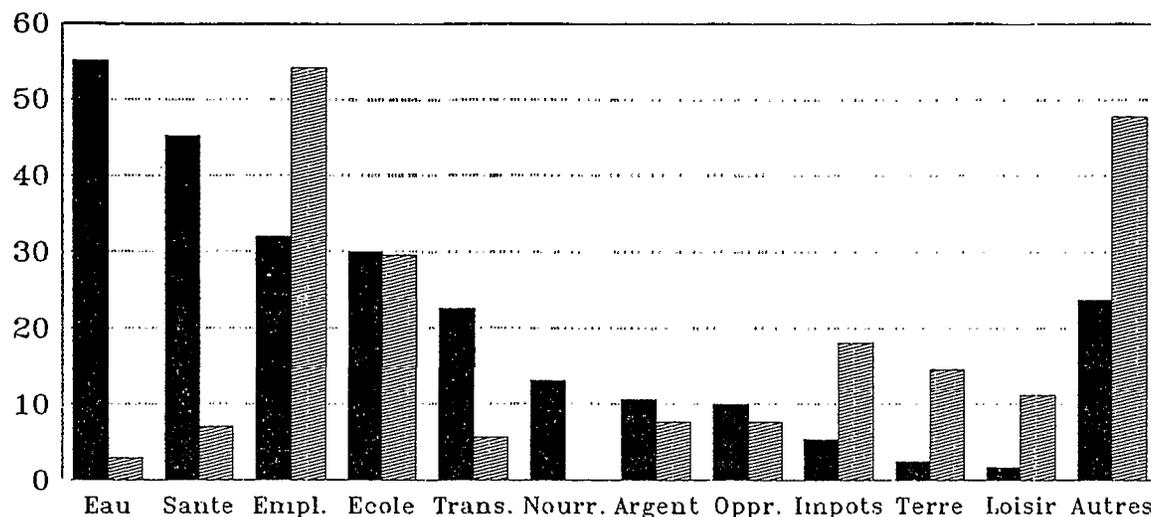
Extreme-Nord



Ouest

ACTIONS PROPOSEES

(en proportion des chefs de menage interrogés)



EN	55.1	45.2	32.1	29.9	22.5	13.1	10.6	9.9	5.4	2.5	1.7	23.7
OU	2.9	7	54.1	29.5	5.6	0	7.6	7.6	18.1	14.6	11.1	47.7

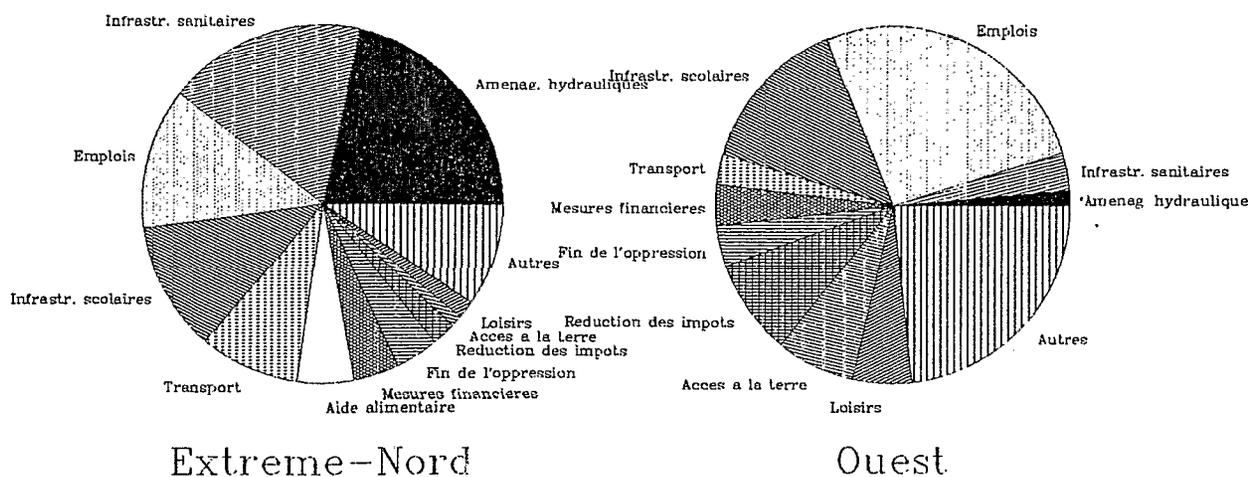
EN
 OU

P.G. 1990

273

ACTIONS PROPOSEES

(en % du total des actions proposees)



274

P.G. 1990

Deux propositions se détachent nettement de l'ensemble :

- Souhait d'aménagements hydrauliques dans la zone Nord (par 55 % des chefs de ménage) : il s'agit du creusement de puits et de la construction de petits barrages de retenue. L'approvisionnement en eau est en effet le problème principal de cette région pré-sahélienne et il n'est pas rare de devoir faire plusieurs kilomètres pour trouver quotidiennement de l'eau en saison sèche, travail qui incombe principalement aux femmes. Ce problème n'existe absolument pas dans la zone Ouest, beaucoup mieux arrosée, où la question n'est soulevée que par 3 % des personnes interrogées et n'arrive qu'en 13^{ème} position.

- Souhait de disposer d'emplois salariés et de manière générale de revenus réguliers dans la zone Ouest (par 54 % des chefs de ménage) : la zone est complètement monétarisée et intégrée à l'économie marchande; le besoin de revenus monétaires réguliers devient dès lors primordiale, alors que -tout en restant important- ce souhait ne vient qu'en 3^{ème} position dans la zone Nord -32 % des personnes). Le souhait d'une réduction des impôts rejoint cette préoccupation.

Le détail des propositions a déjà été analysé dans les études citées, nous n'en relèveront ici que quelques éléments importants ou caractéristiques. Certaines propositions sont plus spécifiques de l'une ou l'autre zone.

Ainsi, au Nord, le besoin d'infrastructures de transport se fait particulièrement sentir dans une zone difficile d'accès ; la demande d'une aide alimentaire est significative d'une population très démunies, soumise aux aléas climatiques et à la période de "soudure" alimentaire annuelle précédant la récolte; la demande d'une aide vestimentaire correspond à une population encore peu habituée à porter des vêtements, de plus en plus obligée à se vêtir et ne disposant que de revenus dérisoires ; la sollicitation de la mise en place de marchés périodiques répond à un besoin très fort de la vie sociale dans cette région.

A l'Ouest, les problèmes fonciers apparaissent beaucoup plus cruciaux, malgré une densité plus faible, et se répercutent dans le souhait de pouvoir accéder à la terre ; la recherche de loisirs est typique d'une région bien ouverte sur l'extérieur, et n'existe pas chez des gens ne connaissant que leur village d'origine ; la demande de création d'associations d'entraide communautaire est un trait spécifique à cette région, où ce type de structure est déjà très développé ; une autre spécificité peut être trouvée dans le taux relativement élevé de "non-réponses": la région a été profondément traumatisée par la guerre civile des années 1960-65, qui y a sévi, et les gens sont restés très méfiants pour répondre à des questions permettant de traduire en public une partie de leurs idées.

Certains résultats obtenus sont relativement inattendus. On est ainsi surpris des "scores élevés" obtenus par les infrastructures sanitaires et les infrastructures scolaires dans

la zone Nord, où les montagnards ont depuis toujours été considérés comme réticents vis-à-vis de la médecine moderne et surtout comme farouchement opposés à l'école. Les temps ont bien changé et l'absence d'infrastructures se fait de plus en plus cruellement sentir. Il est d'ailleurs intéressant de remarquer que la demande d'infrastructures scolaires est aussi forte dans l'Ouest, pourtant beaucoup mieux pourvu : c'est qu'il s'agit ici d'un manque d'établissements secondaires ; l'utilisation des équipements entraîne l'accroissement de la demande, ce qui est un phénomène classique dont il faut tenir compte au niveau de la planification.

A l'opposé, on est surpris également par le "faible score" du développement agricole dans ces deux zones, où l'agriculture occupe pourtant une place primordiale. Il y a là une étonnante conjonction entre deux sociétés intégrées chacune dans un système intensif de production remarquablement adapté à son écosystème, qui n'attendent manifestement que peu d'améliorations de l'extérieur.

Enfin, de nouvelles valeurs, non matérielles, semblent indiscutablement émerger en milieu rural. Il en est ainsi de l'aspiration à plus de liberté et à une certaine démocratie. Les opinions allant dans ce sens ont été regroupées sous le souhait de la "fin de l'oppression". 9,9 % des personnes se sont exprimées dans ce sens au Nord et 7,6 % à l'Ouest. La franchise de l'expression, mettant parfois en cause tout un système ayant des aspects féodaux, est ici tout à fait remarquable. Les scores significatifs réalisés sur cette question laissent penser, compte-tenu d'un contexte où la libre-expression n'est pas facile, qu'un très grand nombre de personnes sont réellement concernées.

Que conclure de ces résultats dans la perspective de la mise en place de politiques migratoires ?

5. - REFLEXIONS POUR UNE POLITIQUE MIGRATOIRE

La première question qui se pose à la lumière des résultats de l'EPD est celle du lien existant entre conditions de vie et rétention de la population en milieu rural. Il n'y a à ce sujet aucun doute : à une question portant sur les "freins possibles à l'émigration", l'écrasante majorité de la population répond "amélioration des conditions de vie", ce qui ne surprendra personne.

La seconde question est celle de l'efficacité réelle des mesures préconisées en termes de rétention de la population. Il faut être ici beaucoup plus nuancé, tant il vrai que, d'une part l'urbanisation constitue une tendance très profonde, dont nous avons vu qu'elle était largement irréversible, et que d'autre part beaucoup des mesures préconisées sont en fait elles-mêmes des facteurs d'émigration. Il en est ainsi de la scolarisation, comme du développement des moyens de communication, voire même de l'augmentation du niveau de vie elle-même, qui facilite

"l'ouverture sur l'extérieur". On doit seulement s'interroger à ce sujet si l'absence de telles mesures ne constitue pas en réalité un facteur d'émigration encore plus grand dans le long terme. On comprend en tout cas par ces quelques exemples que les résultats de toute politique dans ce domaine peuvent être difficilement quantifiés en termes de coût/efficacité d'un investissement donné.

Sur un plan général, il est intéressant de comparer ces résultats avec des modèles théoriques. Le plus connu de ces modèles, concernant notre propos, est celui de Todaro. Ce modèle explique la migration rurale-urbaine par la recherche par le migrant de la maximisation de ses gains escomptés à travers son déplacement. Il prend ainsi en compte la différence des revenus entre la ville et la campagne, mais aussi la probabilité de trouver un emploi en ville (et donc celle de rester au chômage pendant un temps plus ou moins long). On voit en ce qui concerne nos deux zones que les problèmes de revenus concernent essentiellement celle des deux dont l'économie est monétarisée et seulement accessoirement celle qui vit en autosubsistance, où les besoins de revenus monétaires ne se sont pas encore développés et où, à la limite, existent peu de possibilités de dépenses. Le modèle de Todaro s'applique donc plutôt à la zone intégrée au marché et rencontre ici une de ses limites. Ce modèle ne doit pas pour autant être rejeté et conserve toute sa valeur intrinsèque, d'autant plus que son domaine géographique d'application est appelé à s'élargir avec le temps.

Nos résultats montrent cependant que la migration fait intervenir l'ensemble des problèmes de développement et de société et pas uniquement les besoins matériels. En ce sens elle doit être considérée comme un "phénomène social total". La mise en place de politiques migratoires doit donc être modulée étroitement aux sociétés auxquelles elles sont destinées, si l'on veut en augmenter l'efficacité. Il convient en ce sens que le discours et les pratiques puissent être saisis par la population en répondant autant que faire se peut à ses aspirations.

A-t-on obtenu une image exacte des politiques migratoires à appliquer pour maximiser la rétention de la population à la campagne dans les deux principaux foyers démographiques du Cameroun ? Ce n'est pas sûr. Il convenait du moins d'avoir l'opinion directe des principaux intéressés que sont les villageois d'aujourd'hui, dont la plupart -ou leurs enfants- seront les citoyens de demain.

ANNEXES

TABLEAU 2 : Actions proposées aux Pouvoirs Publics selon le sexe et l'âge des chefs de ménage (zone Nord)

ACTION	M		F		TOTAL
	-50	50 & +	-50	50 & +	
Aménagements hydrauliques	125	86	4	8	223
Infrastructures sanitaires	116	64	2	1	183
Emplois	66	57	-	7	130
Infrastructures scolaires	81	33	2	5	121
Infrastructures de transport	58	31	1	1	91
Aide alimentaire	37	14	2	-	53
Mesures financières	30	12	1	-	43
Fin de "l'oppression"	26	13	-	1	40
Développement agricole	15	10	-	2	27
Réduction des impôts	12	10	-	-	22
Création d'un marché	11	6	-	-	17
Electrification	6	6	2	2	16
Mesures autoritaires	6	6	-	1	13
Accès à la terre	3	7	-	-	10
Aide vestimentaire	5	4	-	-	9
Développement des loisirs	5	1	-	1	7
"Amélioration" du village	3	2	1	-	6
Divers	3	3	-	-	6
Ne sait pas	1	1	-	-	2
TOTAL	609	366	15	29	1019

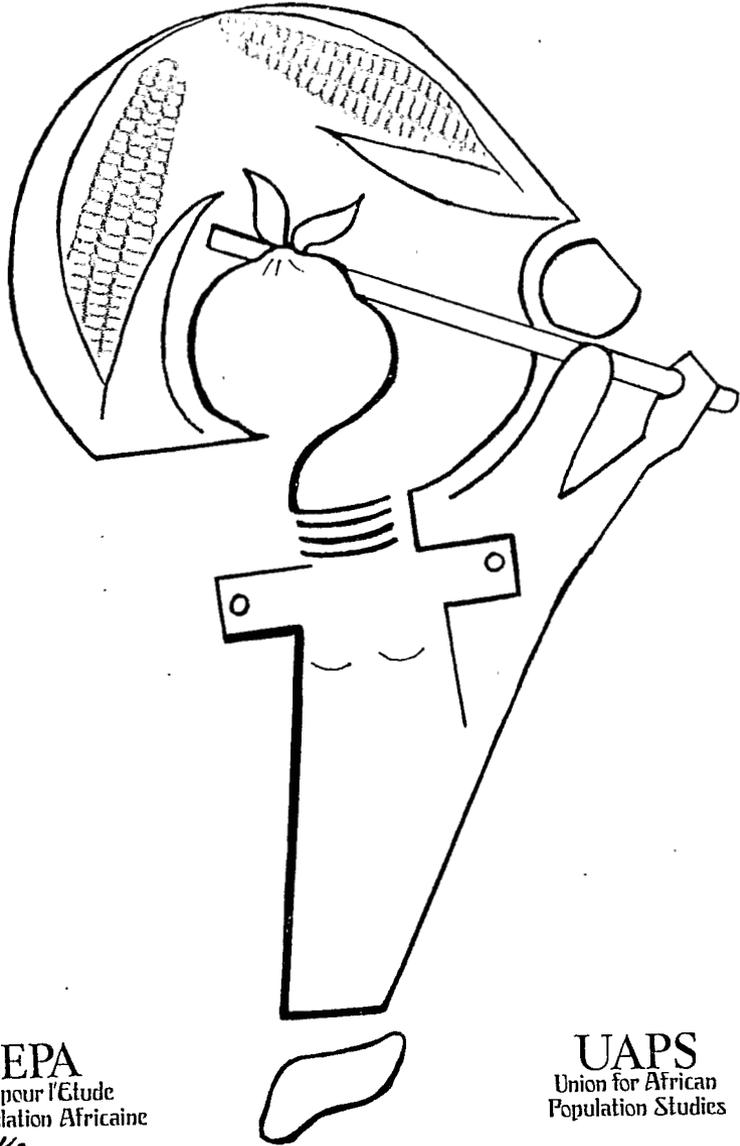
TABLEAU 3 : Actions proposées aux Pouvoirs Publics selon le sexe et l'âge des chefs de ménage (zone Ouest)

ACTION	M		F		TOTAL
	-50	50 & +	-50	50 & +	
Emplois	64	66	23	32	185
Infrastructures scolaires	32	40	11	18	101
Réduction des impôts	21	28	5	8	62
Accès à la terre	20	19	6	5	50
Développement des loisirs	19	10	5	4	38
Développement agricole	10	14	2	6	32
Campagne de sensibilisation	11	10	3	4	28
Mesures financières	12	7	1	6	26
Fin de "l'oppression"	12	8	6	-	26
"Amélioration" du village	11	8	4	3	26
Infrastructures sanitaires	9	7	4	4	24
Infrastructures de transport	9	6	1	3	19
Aménagement hydrauliques	4	1	-	5	10
Soutien au mariage	2	3	3	2	10
Electrification	5	1	1	1	8
Mesures autoritaires	1	5	1	-	7
Création d'un marché	-	-	-	5	5
Création d'associations	3	-	-	-	3
Divers	-	1	-	2	3
Ne veut rien dire	-	2	-	-	2
Ne sait pas	9	14	3	13	39
TOTAL	254	250	79	121	704

SPONTANEOUS PAPERS

COMMUNICATIONS SPONTANÉES

1996



UEPA
Union pour l'Étude
de la Population Africaine
Dakar

UAPS
Union for African
Population Studies

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire
N° : 37462 ex 1
Cote : B

1990

F1
→